

Le discours présidentiel fait débat avant l'heure

FRANCE Emmanuel Macron devant le Congrès réuni à Versailles, ce lundi

► Le chef de l'Etat va tracer les grandes lignes de son quinquennat.
► Mais l'initiative, un jour avant le discours de politique générale de son Premier ministre, est loin de faire l'unanimité.

Peut-être l'Histoire retiendra-t-elle davantage la forme que le fond de la séquence versaillaise. Ce lundi, Emmanuel Macron s'exprimera à 15 heures dans le grand hémicycle du château de Versailles, devant les nouveaux députés et les sénateurs réunis en Congrès. Mais ce qui agite le landerneau politique et médiatique depuis quelques jours, c'est la signification qu'il faut donner à la sortie du frais émoulu président de la République. Certes, avant lui, Nicolas Sarkozy en 2009 et François Hollande en 2015 avaient déjà usé de cette possibilité d'un discours offert au chef de l'Etat depuis 2008 par la

Dans l'entourage du Premier ministre Edouard Philippe, on se tient coi. Pas de commentaire

Constitution, mais le fait est plutôt rare. Et d'autant plus sujet à débat que le lendemain, c'est son Premier ministre Edouard Philippe qui s'exprimera à l'Assemblée nationale pour son discours de politique générale.

Faut-il y voir une manière de torpiller son chef de gouvernement, à tout le moins de le reléguer au rang de faire-valoir, de

seul bras armé des décisions prises par le président ? Ce serait dans la tradition des couples président-Premier ministre de cette V^e République, le second étant aux ordres du premier, à

charge pour lui de prendre les coups (et la porte, au besoin) si la ligne tracée ne répond pas aux attentes. Entendez que le Premier ministre, en France, a toujours servi de fusible au cas où la politique du président de la République ne devait plus être suivie par l'opinion publique. Dans l'entourage du Premier ministre, on se tient coi. Pas de commentaire, « *circulez, il n'y a pas de problème, et rien à voir* ». C'est du reste parce qu'elle court-circuite la prise de parole d'Edouard Philippe que les députés de La France insoumise (LFI), le parti de Jean-Luc Mélenchon, ont décidé de boycotter la prestation présidentielle.

La presse, par la force des choses, devra se tenir tranquille elle aussi, et elle ne s'est pas privée de s'en offusquer. C'est qu'à Versailles, elle n'aura que le droit de regard, pas le droit de poser des questions. C'eût pourtant été utile. Certes, les débuts d'Emmanuel Macron sur la scène interna-

tionale ont impressionné – un premier Conseil européen mené tambour battant, une rencontre « *ferme*

mais constructive » avec le président Poutine... à Versailles, déjà – et lui ont permis d'endosser rapidement le costume présidentiel, comme on dit.

Mais son entame de quinquennat sur la scène intérieure est plus mitigée. Les affaires se succèdent à un rythme métronomique depuis son entrée en fonction. Celle du Modem, qu'il a habilement évacuée à la faveur du remaniement gouvernemental (4 ministres ont pris la porte d'un coup) et celle entourant la ministre du Travail Muriel Pénicaud, qui dirigeait Business France, société visée par une enquête (pour favoritisme) sur l'organisation d'un déplacement (plutôt dispendieux) en 2016 à Las Vegas d'Emmanuel Macron alors qu'il était lui-même ministre de l'Economie.

Las, la presse devra se tenir à distance. Du côté de l'Elysée, on balaie les critiques d'un revers de la main. « *Il n'y a pas de refus, d'obstacle avec la presse* », a expliqué l'Elysée à nos confrères du *Monde*. Dans l'entourage d'Emmanuel Macron, on fait valoir que la « *pensée complexe* » du président se prête mal au jeu des questions-réponses avec des journalistes. Et la presse française d'évoquer l'arrogance qui caractérise le début de quinquennat d'Emmanuel Macron. A

la manière d'un Sarkozy en son temps... La forme plutôt que le fond, disait-on... car tout ceci occulte évidemment la teneur du discours du chef de l'Etat. Ce dernier tracera les grandes lignes du quinquennat.

Ce sera un « discours sur l'état de l'Union », à l'instar de celui donné par le président américain chaque année, a expliqué le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner. Au président, « *les grandes orientations* », au Premier ministre, leur « *mise en œuvre* », a-t-il résumé. On devrait donc entendre longtemps parler de la (nécessaire) réforme du travail et de la non moins nécessaire utilité de ressouder l'Europe. ■

F. M.

POLÉMIQUE

« Des gens qui ne sont rien »

Emmanuel Macron inaugurerait, jeudi dernier, Station F, un incubateur de start-up installé dans une ancienne gare à Paris. Dans son discours, hommage aux entreprises et à la réussite, le président a prononcé une petite phrase, qui fait aujourd'hui polémique sur les réseaux sociaux. « *Dans une gare, vous croisez des gens qui réussissent et d'autres qui ne sont rien* », a-t-il lancé. En mai 2016, déjà, Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie, s'était emporté face à deux grévistes. « *La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler* », leur avait-il lancé. (afp)

opposition « Le PS n'a plus rien à faire sur l'échiquier politique »

Evincé du premier tour de la présidentielle sans ménagement (6,4 % de voix), éjecté de la 11^e circonscription des Yvelines dans le cadre des législatives, le socialiste Benoît Hamon ne rend pas les armes. Non sans rester dans le bataillon socialiste, fief de son cœur, de ses convictions et de ses ambitions futures. L'idéal socialiste, il le vivra désormais sous la bannière « Mouvement du premier juillet », du nom du parti qu'il a porté sur les fonts baptismaux ce samedi 1^{er} juillet.

L'homme joue gros. « *Hamon est la candidat du Parti socialiste qui a perdu la présidentielle en réalisant le pire score de ce parti depuis 1969. Il n'a pas pu être réélu député dans sa circonscription, éliminé au premier tour. On peut donc vouloir à tout prix considérer qu'il est le responsable socialiste (qui vient de quitter le PS...) par lequel passe le renouveau à l'avenir, mais cela me semble là assez hasardeux* », estime Laurent Bouvet, politologue français, professeur de sciences politiques à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ). Hasardeux parce que même s'il a toujours tenu sa ligne idéologique ces derniers mois – à gauche toute, du côté des frondeurs du système Hollande –, Benoît Hamon n'a pas perçu un mouvement essentiel durant la cam-

pagne de la présidentielle : le glissement vers le centre. Ce glissement par lequel les électeurs socialistes se sont tournés vers Emmanuel Macron. « *Si tenir sa ligne, c'est en rester à une stratégie qui ne peut conduire qu'à l'échec en mettant en avant des propositions qui ne recueillent pas l'assentiment des électeurs, on peut se dire que c'est bien mais que les chances de succès d'une telle démarche sont limitées* », poursuit Laurent Bouvet. D'autant que chacun se rappelle qu'Hamon a été ministre de Hollande, qu'il a soutenu l'accession de Valls à Matignon au printemps 2014 avant de devenir « frondeur » quand il a été viré du gouvernement avec Arnaud Montebourg à l'été 2014. Cette ligne est donc sinieuse ou opportuniste si l'on veut bien lever le nez de l'immédiat. « *Ces défauts, stratégiques,*

d'orientation politique, de cohérence tactique... sont à mon avis bien trop nombreux pour que sa tentative de créer un nouveau "mouvement" (dans le PS ou en dehors) puisse être couronnée de succès. »

La grande question qui se pose maintenant, au-delà du succès ou non de Benoît Hamon, c'est l'avenir du Parti socialiste. Cette famille politique, qui existe depuis le XIX^e siècle en France, a connu de nombreuses mutations, tant idéologiques que sociologiques, depuis le mouvement ouvrier et la lutte des classes à son social-libéralisme actuel, qu'il s'agisse d'économie ou de questions d'identité culturelle. « *Elle pourra donc trouver une nouvelle forme, pas nécessairement d'ailleurs dans un parti uni. La forme "parti" elle-*

même étant en mutation après plus d'un siècle de bons et loyaux services », poursuit Laurent Bouvet.

« *En France, le PS est en situation d'écartèlement sur les enjeux économiques et sociaux. S'il est pour les politiques néolibérales, même modérées, il fait double emploi avec le bloc Macron. S'il est pour des politiques altermondialistes et de transition écologique, il fait double emploi avec le bloc Mélenchon. Bref, le PS ne sert plus à rien sur l'échiquier politique* », lance le politologue Thomas Guénolé. En prenant les devants, Benoît Hamon espère conjurer le mauvais sort de la gauche dite « traditionnelle », la gauche « pur jus tendance communiste » occupant déjà le terrain avec La France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon. Benoît Hamon peut souhaiter en tout cas

l'union des forces de gauche mais n'a, pour l'instant, pas de légitimité en termes de leadership pour organiser cette union puisqu'il a fait un score pitoyable à la présidentielle et a ensuite été sèchement battu dans sa circonscription aux législatives. « *Par ailleurs, il ne peut rassembler sur son idée d'états généraux, dans le meilleur des cas, il ne peut réunir que des forces qui sont trop faibles, même coalisées, face à LFI. Je pense donc que son projet est mort-né* », juge Thomas Guénolé. L'idéal peut-il survivre malgré tout ? « *Au sens idéologique strict, en France, le socialisme, avec l'ajout de l'écologie, est porté par LFI. Sa survie n'est donc pas en question. En revanche, la question de la survie du PS, elle, est posée* », conclut-il. ■

FRANÇOIS MATHIEU

« La forme "parti" est en mutation après plus d'un siècle de bons et loyaux services »

LAURENT BOUVET, POLITOLOGUE

« Hamon ne peut réunir que des forces trop faibles. Je pense donc que son projet est mort-né »

THOMAS GUÉNOLÉ, POLITOLOGUE